

CTPD du 6 octobre 2011

NON à la fermeture de la trésorerie de ST FULGENT

Les représentants des trois organisations syndicales lisent les déclarations liminaires principalement axées sur la demande de l'arrêt des suppressions d'emplois et des créations d'emplois statutaires et rejettent le projet de fermeture de la Trésorerie de ST FULGENT porté au premier point de l'ordre du jour.

La réponse du DDFiP a été de dire à nouveau :
« La problématique que vous posez est nationale. Je ne peux que revenir sur mes problématiques locales. **Il nous appartient, lorsqu'une trésorerie atteint 2 ou 3 agents et n'apporte plus les services nécessaires, d'adapter le réseau en conséquence.**

Je réponds à nouveau à **FORCE OUVRIERE** qui réitère sa demande de décompter les emplois manquants dans les services ;

Je vous le redis : les mesures de suppressions d'emplois sont des politiques déclinées au

niveau de chaque département, il m'appartient de mettre en œuvre ces décisions.

J'assume complètement la déclinaison des suppressions d'emplois.

Mon rôle est de voir comment assurer, avec les moyens existant, le fonctionnement des services dans les meilleures conditions possibles. J'assume complètement cette responsabilité. »

Supprimer les emplois, fermer et fusionner les services : Le DDFiP assume complètement !! Est-ce là sa fonction principale ? ?

Après une interruption de séance les représentants des trois syndicats refusent de continuer à discuter sur les autres points de l'ordre du jour et après examen des questions diverses à l'initiative représentants des trois organisations, ceux-ci quittent la salle de réunion.

Pourquoi un « tableau bord de veille sociale » ?

Extrait de la déclaration liminaire de FO (au verso l'intégralité de la déclaration)

« Les conséquences sont désastreuses pour les agents. La souffrance au travail continue de s'amplifier malgré toutes les mesures que l'Administration imagine pour l'endiguer et ce n'est malheureusement pas le tableau de bord de veille sociale que vous allez nous présenter aujourd'hui qui résoudra le problème. Tant que

l'Administration se refusera de s'attaquer aux vraies racines du mal, par l'arrêt des suppressions d'emplois et par la restitution des emplois supprimés, il vous sera impossible de répondre favorablement aux attentes légitimes des personnels. »

Notre travail de militants est :

- de défendre les légitimes revendications des agents à commencer d'arrêter les suppressions et de nous rendre tous les emplois qui ont été supprimés.

Comment amener la Direction à accepter d'aborder ces revendications ?

- de préserver notre indépendance syndicale, et de ne pas aller discuter sur les mesures à prendre proposées par le Directeur conséquences inacceptables des suppressions d'emplois, mais de s'y opposer : fusions des services, fermeture de trésoreries, réduction du temps d'ouverture au public, priorité et abandon de missions,

La situation dans les services devient insoutenable ! Les agents n'en peuvent plus !

Le constat est que le dialogue n'est plus possible dans de telles conditions

La nécessité n'est elle pas de construire le rapport des forces pour obtenir satisfaction ?

FO continue de réitérer sa demande au Directeur de faire le bilan de la situation dans les services et de chiffrer les emplois manquants et de convoquer un CTPD sur ce seul et unique point.

DECLARATION LIMINAIRE DE FO DGFIP au CTPD du 6 octobre 2011 au verso

Monsieur Le Président,

Une fois de plus, nous voilà devant vous pour vous répéter que les conditions de vie au travail au sein de la DGFIP continuent de se détériorer dans tous les services de la DGFIP.

Il suffit pour s'en convaincre de discuter avec les collègues pour comprendre qu'ils ne parviennent plus à exercer correctement leurs missions.

La contrainte sur les effectifs est telle qu'à la moindre absence, les services ne parviennent plus à accomplir leur mission de service public.

Dans 2 mois, vous allez nous convoquer pour le dernier CTPD de l'année relatif aux emplois supprimés qu'il vous faudra désimplanter ici ou là....

D'ores et déjà nous protestons vigoureusement contre cette politique de baisse des effectifs à tout prix, qui ne tient pas compte de la charge réelle du travail !

Les conséquences sont désastreuses pour les agents.

La souffrance au travail continue de s'amplifier malgré toutes les mesures que l'Administration imagine pour l'endiguer et ce n'est malheureusement pas le **tableau de bord de veille sociale** que vous allez nous présenter aujourd'hui qui résoudra le problème.

Tant que l'Administration se refusera de s'attaquer aux vraies racines du mal, par l'arrêt des suppressions d'emplois et par la restitution des emplois supprimés, il vous sera impossible de répondre favorablement aux attentes légitimes des personnels.

Ce **tableau de bord de veille sociale** n'est-il pas qu'un **outil supplémentaire de gestion des "ressources humaines"** ?

Son but n'est-il pas de désamorcer les conflits et d'associer les organisations syndicales, dans le cadre d'un pseudo "dialogue social", à une meilleure gestion des conflits afin que la DGFIP puisse continuer à réaliser les objectifs (suppressions d'emplois, réformes des structures, évolution des missions) avec le plus d'efficacité et une meilleure productivité ?

Au mieux, ce **tableau de bord** ne sera **finalement qu'un thermomètre tentant de mesurer le mal-être de vos équipes.**

Cette comptabilité du mal-être sera malsaine si vous vous refusez toujours et encore à

débattre avec nous sereinement des effectifs.

Concernant la restructuration du réseau rural et la **fermeture programmée de la Trésorerie de St Fulgent**, vous notez dans le document relatif à ce point de l'ordre du jour que votre projet de fermeture ne rencontre pas d'opposition de principe de la part des élus locaux. Nous ne partageons pas votre enthousiasme et pour en avoir discuté directement avec certains maires du Canton, il nous semble que votre projet au contraire est loin de faire l'unanimité...

Vous justifiez cette fermeture par le fait que « la DGFIP continue d'adapter son réseau de trésoreries, d'une part compte tenu de l'évolution de son activité et d'autre part compte tenu de l'évolution de ses effectifs » .

En d'autres termes **vous expliquez que la fermeture de ce poste s'inscrit dans une orientation de la DGFIP de la fermeture des trésoreries du fait des contre réformes successives et des suppressions d'emplois. Vos décisions sont inacceptables !**

Les représentants Force Ouvrière abordent donc ce CTPD avec une volonté constante de défendre l'intérêt de l'ensemble des agents qui exercent de plus en plus difficilement leurs missions.

Nous refusons toutes les suppressions d'emplois à venir et nous vous redemandons de faire le bilan des emplois manquants dans tous les services.

Nous profitons également de l'occasion pour vous demander la mise à disposition d'un local dédié pour chaque section syndicale. Vu l'importance des effectifs globaux de cette nouvelle administration usionnée, notre demande nous semble plus que légitime d'autant plus que des surfaces sont disponibles à la Cité Administrative ou sur le site Jaurès.

**20 OCTOBRE
JE VOTE FO!**

**JE
NOUS
TOUS FO!**